

C'EST À DIRE

Jeunes autrement

Je suis jeune et j'ai droit au travail, disent-ils. Je suis jeune et j'ai le droit de vivre autrement, disaient-ils.

Par Jean-Bernard Vuilleme

Il y a une vingtaine d'années, des banques, des administrations et des entreprises passaient par l'école pour proposer des emplois aux étudiants près de subir leurs examens de maturité ou de diplôme. Je me rappelle que dans une classe terminale d'École supérieure de commerce d'une vingtaine d'élèves, il ne s'en trouvait que deux pour répondre positivement à six ou sept offres d'emploi. Même s'ils n'envisageaient pas de poursuivre leurs études, les autres songeaient souvent à éviter «l'engrenage du système». Ce n'est pas qu'ils refusaient de travailler, mais ils cherchaient plutôt des petits jobs temporaires, *n'importe lesquels*, qui leur permettaient de nourrir des rêves de liberté, souvent de voyages, des désirs utopiques mais aussi formateurs de «vivre autrement». Ils se considéraient au fond comme les apprentis contestataires de la société et non comme ses ayants droit. Dans une prospérité économique qui leur semblait aller de soi, ils pensaient avoir le temps de changer de monde avant de s'y livrer.

Autres temps, autres soucis: on imagine aujourd'hui quelle ruée provoqueraient ces six ou sept emplois dans une classe de vingt élèves. Les filles et les fils des soixante-huitards se sentent lésés par une société qui ne tient plus sa promesse de fournir tout de suite un bon salaire après de bonnes études. Leurs mères et leurs pères prétendaient que cette société-là menaçait de les faire mourir d'ennui et de les asphyxier de ses «bienfaits». Quand ils prenaient des chemins de traverse, ils avaient en général le mérite d'assumer leurs choix divergents, ne comptant ni sur leurs parents, ni sur je ne sais quel «revenu social minimum» qui leur aurait permis de rêver sans risques et sans frais.

Il est vrai qu'ils avaient la possibilité de faire usage d'une société de plein-emploi capable de subvenir à leurs besoins pour ainsi dire à tout moment, qu'il leur suffisait en quelque sorte de le décider, voire de s'y résigner pour échapper à l'angoisse de l'insécurité. Les chemins de traverse ont d'ailleurs conduit la majorité de cette génération contestataire à rejoindre les autoroutes de l'économie libérale-sociale et de la démocratie parlementaire. Leurs filles et leurs fils paraissent aujourd'hui abasourdis d'être marginalisés par une société d'abondance générant un chômage endémique. Ils avaient cru qu'il suffisait de bien étudier pour ensuite bien gagner et bien vivre. Les manifestations qui ont eu raison du «SMIC jeunes» de Balladur témoignent d'un malaise profond, dont le CIP n'a été que le détonateur. Mais ce malaise ne pas plus loin que l'expression légitime du désarroi, comme si les lycéens et les universitaires avaient trempé trop longtemps dans un bain tiède et s'étaient retrouvés transis de froid au fond d'une baignoire percée qu'ils auraient quittée, en catastrophe, pour aller se tenir chaud dans la rue. De cette chaleur-là, naîtra-t-il un renouveau théorique au drame social du chômage, un élan susceptible de redonner du goût et des couleurs à un avenir toujours incertain mais moins désespérant?

J'avoue qu'il y a quelque chose de dérisoire à poser une telle question dans un quotidien suisse. La brutale suppression du droit aux allocations de chômage au terme des études, en réponse à des abus manifestes, n'a pas provoqué le moindre frisson de colère, la moindre contre-proposition dans le monde étudiant helvétique. Les rues sont calmes et l'on ne sait même pas ce qu'ils en pensent.

J.-B. V.

L'AI
D
au

Depuis
guère
est su
se fair

Par Otto

M
qu
se
a comme
Bonne E
sera fini
ment déf
importan
dont on r
passe en
rement
entier. P
concrète

En pre
comment
la concep
du Sud,
«Noir» e
retombe
seigneurs
pour lesq
sans rec
grandes
national
Europe. C
d'Etats
Togo ou
passabler
vue géog
erreur au
tion: ne p
pages art
des Etats
ment à la
ment aux
gner beau

En Afr
ment rie
existe un
noires do
Les diffé
Certains
de l'âge c
me les Z
toire et l
il est a
nations
me une
On n

13/4/94